

Royaume-Uni : le chef des travaillistes en difficulté sur sa position sur Gaza

Keir Starmer, chef des travaillistes, est accusé par un nombre croissant de membres et d'élus de son parti d'avoir fait preuve d'une maladresse grave dans son analyse de la situation au Proche-Orient.

Marie Billon - 28 octobre 2023 à 13h35

Londres (Royaume-Uni). – Keir Starmer semblait intouchable. Un congrès du parti réussi début octobre, des élections anticipées successives remportées haut la main depuis plusieurs mois, des sondages répétés donnant aux travaillistes plus de 20 points d'avance lors des prochaines élections, qui devraient avoir lieu en 2024.

Tout allait si bien que les analystes prédisaient que même si mécontentement il y avait, la proximité du pouvoir ferait taire les critiques. Mais en réalité, le congrès de Liverpool avait déjà eu lieu sous l'ombre de l'attaque du Hamas lancée la veille, le 7 octobre. Et le rassemblement s'était conclu avec une interview qui devait provoquer des vagues de plus en plus fortes.

Le 11 octobre, dernier jour du congrès, Keir Starmer accorde un entretien à la radio LBC. Le journaliste, ayant fait dériver la conversation vers le Proche-Orient, demande alors plus de précisions au chef des travaillistes : « *Un siège est-il justifiable ? Couper l'électricité, couper l'eau* » à Gaza ? Ce à quoi Keir Starmer répond : « *Je pense qu'Israël a ce droit. [...] Bien sûr, tout doit rester dans les limites du droit international, mais je ne veux pas m'écarter du principe fondamental qu'Israël a le droit de se défendre et que le Hamas porte la responsabilité de ces attaques terroristes.* »

« *J'ai été profondément attristée* » par les premiers mots de la réponse de Keir Starmer, dit Farah Hussain, membre du Parti travailliste depuis onze ans. « *Que quelqu'un qui fut un avocat dans le domaine des droits de l'homme puisse dire quelque chose qui aille tellement à l'encontre des lois internationales...* »

Mais les critiques ont d'abord été communiquées en interne. « [Après cette interview], nous avons demandé des clarifications auprès des instances nationales et locales du parti, explique la conseillère municipale de la ville d'Oxford Shaista Aziz, en incluant son collègue Amar Latif. Nous avons attendu 40 heures une réponse. Quand elle est arrivée, elle n'évoquait que le Hamas, alors que nous avons parlé des civils de Gaza. Nous avons considéré que notre position était devenue intenable. Le vendredi 13 octobre, nous avons été les deuxième et troisième conseillers municipaux à démissionner du parti. »

Visite d'une mosquée

D'autres départs d'élus locaux ont suivi mais il a fallu plus d'une semaine au parti pour clarifier la position de Keir Starmer : il ne justifiait pas la rétention de l'aide humanitaire à Gaza, il voulait simplement dire qu'Israël avait le droit de se défendre.

Farah Hussain, qui fut conseillère municipale auparavant, est « *très déçue* » par ce temps de réaction. « *Il nous [les travaillistes musulmans – ndr] met dans la difficile position de devoir justifier notre appartenance au parti auprès de nos familles et de nos amis.* »

Pensant prendre la mesure de la colère, Keir Starmer est allé le 22 octobre visiter une mosquée, avant de poster sur X (ex-Twitter) : « *J'ai été heureux d'entendre les voix de la communauté musulmane du centre islamique du sud du pays de Galles. J'ai répété notre appel à libérer les otages, pour plus d'aide humanitaire à Gaza, pour que l'eau et l'électricité soient rétablies à Gaza et que nous nous concentrons à nouveau sur la solution à deux États.* »

Ces mots étaient accompagnés de photos de visages souriants et de poignées de mains chaleureuses pour souligner une visite considérée par le parti comme réussie. Mais le 24 octobre, l'Association des musulmans du Royaume-Uni postait une dénonciation sur X. « *Le fait que Keir Starmer ait pensé approprié de visiter une mosquée et de demander la libération des otages est profondément offensant et islamophobe [...]. Donner une fausse image de la mosquée dans un effort évident de sauver la face est honteux.* »

Le même jour, l'association appelait « *les mosquées et centres islamiques à boycotter le Parti travailliste jusqu'à ce qu'il s'excuse d'avoir justifié des crimes de guerre et qu'il appelle à un cessez-le-feu immédiat et à la fin de l'occupation de la Palestine* ».

Le mécontentement s'est ainsi déplacé. Outre la condamnation des propos de Keir Starmer, c'est la position des travaillistes sur la situation au Proche-Orient qui est désormais dénoncée. Le 25 octobre, plus de 250 élus locaux et quelques députés avaient signé une lettre ouverte réclamant au Parti travailliste « *d'appeler à un cessez-le-feu immédiat à Gaza pour mettre fin à ce désastre humanitaire* ». Vendredi 27, Sadiq Khan, maire de Londres, Anas Sarwar, chef du Parti travailliste écossais et d'autres figures du parti, y compris plusieurs dizaines de députés, ont ajouté leurs voix à cette demande.

Le parti s'est alors senti obligé de répondre à travers un porte-parole : « *Bien sûr, nous comprenons ces appels à un cessez-le-feu [...], c'est pour cela que nous sommes en faveur de pauses humanitaires.* »

Mais cela reste trop faible pour beaucoup. Environ une quarantaine d'élus locaux ont désormais démissionné. Le 26 octobre, le Parti travailliste a perdu sa majorité au sein du conseil municipal d'Oxford. Plusieurs députés et même des membres du « *shadow cabinet* » (le « gouvernement fantôme »), ceux qui seraient ministres si la gauche était au pouvoir, menacent aussi de quitter leurs postes. « *Tant que les démissions restent au niveau local et qu'elles ne se multiplient pas, le danger devrait s'effacer de lui-même* », analyse Justin Fisher, professeur de sciences politiques à l'université Brunel. Selon lui, ce mécontentement est surtout une querelle de chapelles, « *l'ultime effort de la gauche de la gauche pour attaquer Keir Starmer* ».

L'important, pour Keir Starmer, est « *d'avoir l'air premier ministrable* », ajoute l'universitaire. Or le chef de l'opposition suit la ligne du gouvernement, qui est d'appeler au renforcement de l'aide humanitaire sans réclamer de cessez-le-feu.

Ayant dû laver le Parti travailliste des nombreuses accusations d'antisémitisme durant le mandat de son prédécesseur Jeremy Corbyn, Keir Starmer ne peut pas se permettre d'être le seul leader politique demandant à Israël d'observer un cessez-le-feu tant qu'il y a des otages, estime l'universitaire.

Malgré tout, « *la tradition travailliste est d'être en faveur de la paix internationale* », explique Justin Fisher. La situation est donc inconfortable pour le chef des travaillistes mais ne représenterait pas un véritable enjeu électoral. « *La controverse de la guerre en Irak n'a pas empêché le succès du Labour en 2005* », même si elle a durablement entaché la réputation du premier ministre d'alors, Tony Blair.

Marie Billon